ASSEMBLÉE NATIONALE

19 janvier 2018

ETAT SERVICE SOCIÉTÉ DE CONFIANCE - (N° 575)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N ° 1045

présenté par
M. Le Bohec et M. Molac

ARTICLE 32

Supprimer l'alinéa 3.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La mention du taux effectif global dans les contrats de crédit aux entreprises ne saurait perdre son caractère obligatoire. Le TEG constitue en effet une information capitale pour les entreprises qui souscrivent à un crédit. Il permet de connaître notamment le coût réel du crédit en question.

Dans un projet de loi qui vise à renforcer un climat de confiance entre les usagers et l'administration, il semble inopportun de retirer un élément d'information et de transparence à l'égard des usagers. Il est donc nécessaire considérer que l'important, c'est l'utilisateur et non l'éditeur du TEG.